



***Journée de Rencontre Nord- Sud
des partenaires d'Entraide et Fraternité et de Vivre Ensemble
Assesse le 19 mars 2011***

A la veille du printemps 2011, à l'initiative d'Entraide et Fraternité et de Vivre ensemble, des représentants d'organisations de la société civile du Nord et du Sud se rencontrent pour échanger leurs expériences et débattre sur les enjeux contemporains du développement. Ils refusent de croire que le libre marché et le progrès technique, à eux seuls, feront avancer l'humanité. Ils osent affirmer que, malgré les difficultés, il n'est pas trop tard pour inverser le sens des choses.



Avec le soutien de la Communauté française

« Ce qui est important,
c'est de garder un regard
positif sur les choses »

Une démarche participative....

Il y a plus de dix ans déjà, en avril 2000, nous avons rassemblé des partenaires du nord et du sud pour un séminaire international sur les grands défis du développement. Les résultats de ces travaux avaient abouti à la « Déclaration des Marolles ».

Dix ans plus tard, à l'aube de la célébration des 40 ans de Vivre Ensemble et des 50 ans d'Entraide et Fraternité, nous avons remis le couvert. La journée d'échanges, dont cette petite brochure fait état, s'inscrit dans une démarche en quatre temps :

- Des organisations partenaires de EF/VE (18 de Wallonie/Bruxelles et 25 du Sud) ont tout d'abord apporté une contribution écrite sur leur perception de l'évolution actuelle de la solidarité internationale et/ou de la prise en compte de la pauvreté en Wallonie et à Bruxelles; sur leurs priorités, leurs défis actuels et sur leurs attentes vis-à-vis des deux organisations. Un langage souvent clair, direct et très concret.
- Une quinzaine de partenaires d'Entraide et Fraternité¹ ont participé à Assesse (dans les locaux de l'ACRF) à trois jours d'échanges focalisés sur les thèmes de l'Agriculture paysanne, de la Participation Citoyenne, des Droits Humains et du Genre. Un moment fort de mise en réseau pour des partenaires bien souvent "historiques" d'Entraide et Fraternité.
- Une quatrième journée leur a permis de vivre une immersion dans des projets associatifs et participatifs de lutte contre la pauvreté et pour la défense des droits humains, en Wallonie et à Bruxelles². Une réalité marquante pour beaucoup d'entre eux qui ignoraient que les pays dits développés pouvaient à ce point laisser de côté une partie grandissante de leur population.
- Enfin la journée d'échange proprement dite articulée autour de trois ateliers dont les contenus ont été déterminés par les contributions des partenaires et enrichis des rencontres des journées d'échanges précédentes, a permis de se questionner sur trois enjeux : « Quel plaidoyer au Nord et au Sud ? » ; « Modèle économique actuel : quels effets sur la vie quotidienne au Nord et au Sud ? » ; « Les contraintes pesant sur nos organisations ».

Nous espérons que la synthèse de cette démarche vous permettra de goûter un peu à la dynamique qui s'est déroulée même si un écrit ne peut que très imparfaitement faire ressentir la charge de travail... mais aussi d'émotion, de rencontres, de partage et d'espoir que ces journées ont suscitées³.

La Commission Politique

¹ D'Amérique Latine (Brésil, Haïti, Nicaragua, Guatemala), d'Afrique (Burundi, République Démocratique du Congo, Madagascar, Afrique du Sud) et d'Asie (Vietnam, Inde, Philippines)

² Quatre groupes répartis dans les provinces de Liège (Résidents permanents du domaine de Méry, Bar à Soupe de Comblain, Maison des Berlurons à Grâce-Berleur, Amon Nos Hôtes à Liège), du Hainaut (Solidarités Nouvelles et La Rochelle à Charleroi), de Namur/Luxembourg (asbl Socrates à Barvaux, CIEP à Namur) et de Bruxelles/Brabant Wallon (Collectif des Femmes à Louvain-la-Neuve, Clos Ste-Thérèse et Welcome-Babbelkot à Bruxelles).

³ Cette semaine bien remplie a vu aussi la participation des partenaires à une rencontre avec M. Chastel (Ministre de la Coopération au Développement du gouvernement belge) et une autre avec Mme Isabelle Durand (vice-présidente du Parlement européen), à un événement politique de notre association, centré sur « les questions de l'agriculture paysanne, de l'accès à la terre et de son contrôle » (en présence de plusieurs députés européens et fédéraux), à une célébration Internationale à la cathédrale de Bruxelles en l'honneur des 50 ans d'EF et de son homologue flamand Broederlijk Delen et à la messe télévisée à Salzinnes.

Synthèse des contributions écrites des partenaires

Certes, les organisations agissent dans des contextes différents. L'histoire socioéconomique, politique et culturelle de chaque pays, de chaque région, imprègne le tissu dans lequel elles vivent et configure, à chaque fois, le paysage des sociétés de façon spécifique (guerres et conflits dans certaines régions, dictatures ou corruption dans d'autres, etc.)

Nonobstant cela, plusieurs constats nous amènent à observer que, derrière ces différences, une même évolution mondiale est en cours qui génère des phénomènes semblables.

- Ainsi, dans le monde, l'augmentation et/ou la stagnation de la pauvreté n'est plus à prouver que ce soit en milieu rural ou urbain. Au Nord comme au Sud, croissent les problèmes d'accès au logement et à la terre, le surendettement des ménages, la précarisation des contrats de travail, les migrations, ...
- Au Nord comme au Sud, les effets du système agroalimentaire mondial ont des conséquences sur les populations. Au Sud, on meurt encore de faim alors que les producteurs locaux de denrées alimentaires, pourtant capables de nourrir les populations, ne peuvent plus vivre de leur exploitation. Au Nord, la double logique "bio/light" d'une part et "produits blancs" d'autre part génère des problèmes de santé chez les jeunes notamment (régimes et mal bouffe) et crée une inégalité dans la consommation alimentaire (produits de masse pour les plus pauvres et de luxe pour les autres).
- Au Nord comme au Sud, on assiste à un désarroi grandissant chez les jeunes tandis que les droits/intérêts des femmes, malgré la panoplie de mesures nationales et internationales en leur faveur, restent encore et toujours insuffisamment pris en compte.
- Enfin, au Nord comme au Sud, les effets du réchauffement climatique conjugués à ceux d'un développement industriel aveugle est à l'origine de catastrophes et d'effets pervers sur l'environnement et la santé des personnes.

Cette évolution n'est pas sans avoir des répercussions sur le travail des organisations de la société civile du Nord et du Sud.

- Le travail social comme celui en développement s'oriente de plus en plus vers une gestion de la pauvreté et emprunte son langage aux sciences économiques et administratives : on catégorise, on spécialise et on évalue selon des critères empruntés aux sciences économiques en vogue ("performance" et rentabilité). Les résultats demandés sont loin d'être qualitatifs. La priorité est aux chiffres : autant de chômeurs intégrés au Nord, autant de familles bénéficiaires au Sud. Les outils d'évaluation sont généralement pensés hors du terrain et ne permettent pas de rendre suffisamment compte des impacts réels des projets/programmes. Par ailleurs, d'autres logiques dominantes entrent en compte parmi lesquelles celle de l'assistance (on "s'occupe" des pauvres au Nord comme au Sud), celle de la technique (valorisation des formations techniques au détriment des formations citoyennes, élaboration et réalisation de projets ultra sophistiqués sans prise en compte des besoins/savoirs locaux) et enfin, celle des bonnes intentions non critiques qui donnent bonne conscience au Nord comme au Sud (activisme sans réflexion).
- Au Nord comme au Sud, on assiste au même paradoxe : d'une part, se multiplient les initiatives de lutte contre la pauvreté en tout genre tandis que les causes structurelles qui l'engendrent ne sont aucunement remises en question. Au Nord, on forme des chômeurs pour un travail qui n'existe pas ou plus (car les entreprises délocalisent) et au Sud, les institutions financières et grandes ONG internationales d'assistance mettent les populations en situation de dépendance. Autrement dit, d'une part, les mécanismes économiques internationaux se libéralisent toujours davantage tandis que, d'autre part, les conséquences qu'ils engendrent sur les populations sont censées être gérées dans le cadre de programmes spécifiques.

- L'évolution néolibérale amène une privatisation toujours plus grande des biens communs (eau, terre, services) et fragilise les Etats dans leur souveraineté. La prédominance de la logique économique prime sur la logique politique. Non seulement le coût de la vie, au Nord, et de la survie, au Sud, augmente, mais de moins en moins de moyens existent, au Nord comme au Sud, pour soutenir/renforcer les mouvements sociaux et l'éducation populaire, pour défendre les droits et/ou maintenir ceux qui sont acquis.
- Le regard porté sur les plus pauvres au Nord ou au Sud se durcit toujours davantage et leurs droits/intérêts restent peu pris en compte malgré les outils juridiques internationaux, ceux-ci étant peu contraignants. Une autre menace est aussi réelle : les "pauvres", contraints à la survie au Nord comme au Sud, finissent par faire des choix qui leur sont défavorables à long terme. Les perspectives de bénéfices à court terme l'emportent qu'ils soient proposés par exemple par des partis de droite au Nord ou par des grands propriétaires terriens au Sud.

Face à cette évolution, des défis restent les mêmes au Nord comme au Sud.

Parmi ceux-ci, citons :

1. La mise en pratique de nouvelles façons d'être en société : une autre économie, une autre conception du travail, une autre façon d'être ensemble (recréer du lien social et convivial), une autre manière de regarder l'autre et de l'accepter dans sa dignité ;
2. La remise à l'honneur d'une pédagogie populaire :
 - Vivante : celle qui part du vécu des gens "sans voix", de leurs savoirs/leur imaginaire/leur histoire, qui redonne de l'importance à l'écoute, à l'élaboration d'une parole personnelle et collective, à la considération et à la dignité ;
 - Critique : celle qui analyse le contexte dans lequel les personnes vivent afin qu'elles maîtrisent leur vie et les circonstances qui l'influencent ;
 - Active : celle qui génère, pour les groupes "sans voix", tant des mobilisations pour défendre leurs droits et/ou les garder qu'une volonté et une capacité de participer dans les lieux où se prennent des décisions qui les concernent.
3. L'importance de la construction de mouvements, d'organisations fortes qui se fédèrent autour d'enjeux communs qui visent la démarchandisation de la vie, la répartition plus égalitaire des ressources et valorisent une approche anthropologique du monde tout en prenant en compte les diversités culturelles et les rapports de force inégalitaires entre les groupes ;
4. Une théologie et une pastorale du développement qui défendent les valeurs d'un christianisme proche des gens et particulièrement de ceux dont la voix n'est pas entendue.

Face à ces défis, les organisations de la société civile, au Nord comme au Sud, se battent sur plusieurs fronts. Elles demandent davantage de soutien tant pour des programmes économiques alternatifs pour faire face aux besoins de survie des populations que pour des initiatives culturelles qui permettent aux personnes de s'exprimer, d'être critiques et de participer aux décisions qui les concernent. Par ailleurs, défendre les droits et les maintenir suppose aussi des actions politiques et la constitution/maintenance de réseaux. Enfin, les causes du mal développement étant complexes, les organisations du Nord et du Sud souhaitent aussi échanger entre elles pour mener des analyses et des actions communes. Certes, un tel travail de mise en mouvement demande du temps et exige une garantie de ressources durables sur un long terme.

Synthèse des ateliers

« Osons une autre narration du monde et l'histoire se vivra autrement »,

ATELIER 1 : « Quel plaidoyer au Nord et au Sud ? »

Un changement durable dans les relations Nord <-> Sud ne sera possible que si les différents niveaux de gouvernance (internationaux, nationaux, régionaux, locaux) intègrent dans leurs programmes politiques les aspirations des peuples à un meilleur vivre ensemble pour plus de paix, de justice et d'égalité. Dans cette optique, quelles sont les priorités en matière d'interpellations, de méthodes et de stratégies, d'alliances afin que soient pris en compte les intérêts des populations démunies, hommes et femmes ?

Les discussions ont permis de mettre en exergue trois types de recommandations qui peuvent être résumées comme suit :

1. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile

- Dans leurs actions de sensibilisation/éducation politique : plusieurs représentants d'associations du Sud et du Nord ont souligné l'importance de rendre les populations marginalisées davantage conscientes de leurs droits par l'utilisation d'outils juridiques (comme la Constitution par exemple) ou de moyens culturels et pédagogiques innovants (apprentissage de prise de parole par exemple). « Le pouvoir est dans la connaissance » dit l'une des responsables présentes. Mais il s'agit aussi d'accompagner les personnes dans la défense de ces droits envers et contre les menaces reçues ou exécutées (en osant mener des procès par exemple). La nécessité pour les populations exclues d'être en mesure de s'exprimer librement sans craintes de répression est soulignée fortement.
- Dans leurs efforts de constitution et/ou de redynamisation de mouvements paysans régionaux, nationaux et interrégionaux : ce sont les acteurs travaillant avec les paysans et paysannes qui soulignent ce point. Selon eux, il s'agit de soutenir la formation de cadres, des stratégies de vulgarisation et de décentralisation de manière à ce que les intérêts des paysans et des paysannes - dont ceux et celles vivant des les régions reculées- soient défendus/es au niveau national et international.
- Dans leurs efforts d'échanges d'expériences organisés au niveau international entre groupes spécifiques du Nord et du Sud qui partagent les mêmes enjeux politiques reposant sur des analyses semblables (par exemple : échanges entre organisations de la société civile se préoccupant des enjeux miniers au Pérou et aux Philippines, échanges entre jeunes N/S autour de la paix, de la privatisation des études, etc.).

2. La continuation de l'appui de la société civile internationale

- Par des actions de dénonciation et de soutien aux leaders menacés, par des communications prouvant la connaissance des faits (courrier via les ambassades par exemple) ;
- Par un soutien aux organisations qui, sur place, font valoir des instruments juridiques internationaux (comme par exemple la Convention internationale contre les discriminations faites aux femmes « CEDAW ») ;
- Par une action en direction des politiques de coopération belges et européennes;
- Par la reconnaissance et la défense de la protestation sociale : par exemple, contribuer au processus de la CIDSE visant à répertorier les actes de criminalisation de la protestation sociale liée aux projets miniers en Amérique Latine et à mener un plaidoyer auprès des gouvernements des pays dont les multinationales concernées sont issues.

3. Un plus grand soutien à des actions politiques et de plaidoyer

- Menées par les personnes concernées elles-mêmes : certains représentants d'organisations insistent fortement sur ce fait et attirent l'attention sur les limites posées par l'action des acteurs « intermédiaires » qui ne sont plus ou peu en contact avec les premiers concernés et qui, par conséquent, les défendent mal.
- Qui introduisent une autre lecture du monde et portent un autre regard particulièrement sur les personnes exclues comme étant des êtres humains à part entière : les « sans papiers » sont des personnes qui ont des papiers mais pas les « bons », les « sans » domicile fixe sont appelés les habitants de la rue, les « bidonvilles » sont nommés « quartiers informels » ;
- Sur un moyen et long terme : l'action de plaidoyer nécessite des ressources suffisantes pour garantir la maintenance d'un suivi et d'un « monitoring » sur une longue période. Les représentants d'associations déplorent le fait que, malgré cette condition, les ressources disponibles pour l'action politique et de plaidoyer soient insuffisantes étant donné que les bailleurs de fond privilégient souvent des projets plus techniques (donc moins politiques), des programmes plus centrés sur le travail de terrain (donc moins orientés sur l'analyse politique, la construction d'alliances et stratégies de plaidoyer), des résultats à court terme (donc plus d'exigence de « performance » que de « pertinence »).

ATELIER 2 : Quelles sont les conséquences des modèles économiques actuels sur le Nord et le Sud ?

Diverses expériences urbaines et rurales d'économie sociale et solidaire, de décroissance, de production et de commercialisation alternatives existent et tentent tant bien que mal de cohabiter avec les modèles actuels et de se concrétiser. Que faire pour que ce type d'économie se concrétise dans les contextes des pays du Nord et du Sud ?

Diverses conséquences relatives aux modèles économiques actuels ont été mises en avant tout au long de l'atelier : soulignons toutefois que, bien que l'intitulé de l'atelier soit très large, la majeure partie des interventions ont tourné autour des répercussions des modèles sur la production agricole. On ne saurait limiter ceux-ci à cette dimension. A la suite de Frédéric Debuyst, rappelons donc que, bien que cela n'ait pas été abordé, « la question des modèles et de leurs effets se pose [entre autres] en milieu urbain ».

Les conséquences soulignées :

Le modèle dominant – le modèle industriel – imposé à tous par le Nord est pointé du doigt comme étant la cause principale de la disparition de la paysannerie et, avec elle, de son mode de production agricole. Les conséquences se mesurent en termes d'une autosubsistance bien loin d'être assurée. En effet, cette logique entraîne la reconfiguration des exploitations agricoles qui se tournent alors vers l'exportation à destination du Nord. En plus de ce phénomène d'exportation, les ressources nationales sont utilisées pour des productions non-agricoles. Exemple le plus criant : les agro-carburants.

Ce modèle a donc engrangé des changements structurels profonds et a vu émerger de nouveaux acteurs. Ainsi, l'état, jouant autrefois un rôle important dans les registres économiques et sociaux, se retrouve à la solde (et à la merci) d'acteurs financiers transnationaux – que cela soit des institutions internationales ou, plus fréquemment, des multinationales. Ces premières (FMI, BM, OMC, ...) imposent leur modèle aux gouvernements. Les secondes, bénéficient quant à elles du soutien des gouvernements qui, au lieu d'aider ses agriculteurs locaux et nationaux, distribuent largement et grassement diverses aides à ces acteurs financiers. Les résultats sont sans appel : un marché local cassé par les prix bas pratiqués par les multinationales qui découragent les producteurs locaux à rester sur le marché agricole. Ces mécanismes furent soulignés comme portant sévèrement atteinte à la souveraineté alimentaire. Conséquences : accaparement de terres et expulsions, accroissement des inégalités, excluant les 'sans pouvoir d'achat' de la réalité.

Une intervention d'Aderson Da Silva résume parfaitement le sentiment qui se dégage des discussions liées aux répercussions des modèles économiques actuels au Nord et au Sud : « *On nous vend ce modèle (dominant) comme porte de sortie à la crise alimentaire or celui-ci entraîne l'expulsion des paysans, utilise des intrants pétrochimiques et engendre un mode de travail esclavagiste. Ce n'est pas du développement c'est de la destruction* ».

D'autres modèles en perspective :

Si l'on souligna les effets pervers du modèle dominant, notons que les alternatives agricoles actuelles furent également abordées. Bien qu'elles fussent qualifiées de 'marginales', il fut également souligné que le nombre de consommateurs et d'agriculteurs se tournant vers celle-ci ne cessait d'augmenter. Que l'on parle d'agroécologie, d'agriculture paysanne ou de production/consommation locale, les différences recouvrant ces termes semblent minimes. Derrière ces termes se cache une volonté de sauver ou restaurer une 'paysannerie' et ses savoirs propres, de se placer sous la bannière d'une agriculture durable, de créer des réseaux de ventes locales (avant d'éventuellement se tourner vers l'exportation),

Les enjeux liés à un changement de paradigme :

D'un point de vue '**pratique**', il fut mis en avant que la question de la qualité de l'agriculture n'était qu'une question technique et que ce sur quoi il convenait réellement de mobiliser nos forces était le changement de bénéficiaires des aides à l'agriculture. Cette idée recouvre deux volets de revendications étroitement liées : la fin des subsides à l'exportation et la reconversion des subsides à l'agriculture.

En effet, il nous fut rappelé que, malgré son importance – l'agriculture paysanne nourrit la majeure partie des populations nationales du Sud –, celle-ci ne perçoit qu'une infime partie des budgets gouvernementaux consacrés à l'agriculture (lorsque de telles aides existent). Le développement de l'agriculture locale devrait par ailleurs se faire en deux temps : 1) produire pour l'autosuffisance locale et 2) envisager l'exportation, via la création de réseaux de petites exploitations.

En ce qui concerne **la communication**, la priorité semble se porter sur une lutte contre la normalisation, la banalisation de la pauvreté, des inégalités sociales et de l'injustice. L'enjeu, pour les mouvements sociaux et d'autres acteurs de la société civile, d'établir un contact avec la base afin de les convaincre de choisir le modèle que l'on promeut, se révèle être une vraie difficulté face à l'expertise communicationnelle associée à la promotion du modèle dominant. Dans ce volet on peut également souligner l'importance de donner une visibilité aux actions organisées. Lorsque des pistes furent évoquées, la force des gestes symboliques, la nécessité de trouver de nouvelles façons de conscientiser le public et l'idée d'organiser une campagne Nord/Sud émergèrent.

L'éducation populaire est un autre axe important issu de nos conversations : cela consiste principalement à former et conscientiser les paysans à survivre en produisant différemment et les consommateurs à vivre en consommant autrement. Un autre modèle existe et il faut le montrer. Constat : l'agriculture ne nécessite pas juste des changements techniques mais également un changement de mœurs.

Point de vue **plaidoyer**, la lutte au niveau international est primordiale. Il a été mis en exergue que ce plaidoyer ne devait pas être le seul apanage des organisations composant la société civile : les populations doivent également pouvoir participer à ce plaidoyer à leur niveau, la base doit pouvoir se réapproprier ce processus et les revendications basées sur leurs besoins. Quelques succès liés à ce genre de campagne politiques furent évoqués, en insistant sur la nécessité de perpétuer ce genre d'activité porteuse de fruits.

D'une manière générale, l'importance d'unir les luttes, les mobilisations, d'articuler ce que l'on fait ressort de cet atelier. Il ne faut pas se limiter à une attitude de dénonciation et de critique : il faut travailler sur les alternatives et capitaliser la richesse de ces alternatives. Cela recoupe une des critiques faites à Entraide et Fraternité/Vivre Ensemble, d'être devenu 'soft' : de s'occuper à panser les malheurs en lieu et place de s'atteler à changer les règles de ce monde injuste.

ATELIER 3 : Comment réagir face aux contraintes pesant sur nos organisations ?

Pour exister et se développer, les organisations se réfèrent à leur mission mais elles doivent aussi tenir compte de multiples contraintes. La nécessité de trouver des financements, et donc des bailleurs, oblige à répondre à une série d'exigences⁴ ne rejoignant pas nécessairement les attentes des populations et crée des dépendances dont certaines peuvent peser très lourd : quelle marge de liberté reste-t-il alors et comment les organisations s'y prennent-elles pour rester fidèles à leur mission ? Face au risque que les organisations soient instrumentalisées, comment réagissons-nous ?

Les contraintes

Les subsides reçus par les associations sont considérés par beaucoup comme indispensables. Indéniablement, ils leur permettent de développer leurs activités. Certaines soulignent aussi que le fait de devoir écrire et écrire sur leurs actions (« *travail assommant* » !) aide à prendre du recul, à penser et même à structurer le projet. Les moments d'évaluation et de visites sur le terrain que l'on peut avoir avec certains bailleurs peuvent aussi aider à réajuster le développement de l'association. Il reste cependant que de nombreux obstacles résultent de ces financements :

- **Professionnels versus militants**

Un financement extérieur peut accroître les possibilités d'action de façon extraordinaire mais peut créer très vite des tensions entre le personnel salarié professionnel et les initiateurs volontaires de départ du projet, surtout si les professionnels ont une attitude peu « militante ».

- **Train de vie trop élevé**

Un subside ponctuel important peut aussi donner l'impression que l'on est beaucoup plus « riche » et amener des problèmes une fois le financement terminé. Par exemple le refus pour un papa artiste d'animer un atelier avec les moyens simples utilisés auparavant ! Ou la demande de villageois de recevoir du riz ou de l'argent (comme pendant le co-financement) pour participer à la réparation d'un barrage ou d'un pont alors qu'avant leur apport dans le projet était justement constitué par de la main d'œuvre volontaire. Lorsque le soutien financier s'arrête, cela exige donc de tous une remise en question, des efforts supplémentaires.

- **Concurrence entre associations**

Insuffisamment financées, nombre d'associations doivent chercher de petites enveloppes en plus du subside récurrent pour aménager leur fin de mois. C'est possible si l'association a un réseau de relations. C'est injuste pour celles qui n'en ont pas. Cela entraîne une concurrence entre associations obligées bien souvent de faire appel aux mêmes sources de financements.

- **Exigences des bailleurs de fonds (temps des bailleurs, temps des acteurs, rythme des saisons....)**

Les bailleurs ont souvent leur propre programme d'action, leurs propres priorités, leur propre rythme qui ne correspondent pas nécessairement aux besoins ressentis sur le terrain par les organisations. Les bailleurs ont également leur propre agenda : ils veulent très vite des résultats. Or « *avec une population très pauvre, tu ne peux avoir des résultats rapidement. Et si après trois ans tu dois arrêter, ça casse la mobilisation que le travail a initié* ».... Le respect du temps des organisations est fondamental : en milieu rural, il faut suivre le rythme des saisons. Si l'argent arrive plus tard que le moment imposé par le climat pour mener à bien le travail, ça pose de gros problèmes. L'organisation de rencontres ou de sessions de formation doit aussi tenir compte de la disponibilité des paysans qui doivent pouvoir travailler dans les champs ou aller au marché.... Les bailleurs veulent enfin avoir des comptes rendus financiers, des rapports d'activités impeccables mais ils ne se soucient pas de ce qui se fait exactement sur le terrain. Ils ont juste de l'argent à dépenser et à justifier. « *Ils mettent un délai court pour faire le rapport et demande parfois même deux rapports par an. Tu n'as plus le temps du coup pour le travail de lobby, de plaidoyer...* ». Finalement les experts (ceux auxquels les ONG doivent rendre des comptes) méconnaissent grandement les contextes de vie des gens. Ils ne font pas confiance aux partenaires, n'acceptent pas qu'il y a d'autres façons de fonctionner, de travailler, de penser.

⁴ Formulation de résultats à atteindre, délai dans lesquels ils sont censés être atteints, définition d'indicateurs, volume d'activités à fournir, public à « cibler », etc.

- « Récupération »

En Haïti : avec le tremblement de terre, il y a une multiplication d'ONG internationales qui convoitent les organisations de base et font pression sur elles. Celles-ci sont pauvres, elles sont dans la nécessité, elles risquent de se jeter dans les bras de plus grosses ONG qui ne les respectent pas.

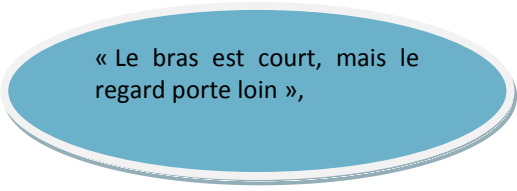
A Madagascar : on travaille dans des endroits isolés, difficiles d'accès (l'Etat travaille surtout dans endroits accessibles en voiture). Si on invite les autorités locales au moment d'une inauguration, ils disent que c'est grâce à eux que cela a été fait et pas grâce à notre travail. Cela nous décourage. Même si les gens savent qui a réellement fait la réalisation.

Aux Philippines : de grosses ONG nous ont soutenus dans notre travail technique. Elles nous ont demandé de faire un plan stratégique puis elles ont décidé de travailler de façon autonome sur le terrain. Elles ont arrêté de nous aider. Nous ne pouvions pas offrir les mêmes avantages que ces ONG. Elles ont affaibli nos compétences et engagé nos ressources humaines à leur profit.

Les stratégies pour garder le cap en lien avec ses missions, pour faire du cofinancement une chance !

- **Il faut être très clair sur les objectifs qu'on poursuit** afin de ne pas se laisser tenter et de pouvoir refuser des financements qui nous détourneraient de notre mission. « Le piège, c'est de lancer un projet parce qu'un financement est possible ».
- **Il faut veiller à ne pas dépendre** d'une source unique, éviter la dépendance pour ne pas être limité dans son action même si on perd un bailleur. Lever des cotisations, développer des coopératives, faire appel à des appuis locaux et à des appuis de l'extérieur.
- **Il faut s'assurer en permanence de la participation des gens**, qu'ils contribuent à la hauteur de leurs moyens, qu'ils se rendent disponibles pour le projet. Eviter l'assistance, susciter des changements d'attitude, une volonté de se prendre en charge (ce qui entraîne parfois des difficultés pour les personnes, qui s'opposent). C'est un cheminement lent et long. Cela suppose d'agir dans la durée pour que ça aie un impact. Mais en agissant ainsi, on respecte la dignité des personnes, on fait confiance en leurs capacités.
- **Il faut rentrer des dossiers suffisamment larges pour ne pas se coincer soi même.** Ouvrir le plus de portes possibles, ne pas trop cibler l'action pour pouvoir la modifier après, en fonction des circonstances et évolutions du terrain. Ne pas hésiter à « trichoter » ! Pour lutter contre la pauvreté, il faut pouvoir être souple, ce que sont rarement les pouvoirs subsidants !
- **Il faut mener un dialogue entre monde associatif et pouvoirs publics/subsidants** (cf charte associative à Charleroi)
- **Il faut comprendre/analyser le langage des financeurs (ONG et Gouvernement)** mais amener aussi **le langage de ceux qui veulent créer des alternatives.** La lutte contre la pauvreté par exemple, ce n'est pas qu'une question de chiffres ou d'aspects économiques. Il doit y avoir une approche qualitative : « en quoi la population a-t-elle retrouvé sa dignité ? ». La population doit être amenée à s'engager dans un travail citoyen, critique et politique, un travail qui est rarement encouragé par les bailleurs de fonds.

*Cardijn disait « donnez moi 50 ans et je vous dirai si les gens ont changé ».
Aujourd'hui, on demande des résultats en trois ans !*



« Le bras est court, mais le regard porte loin »,

Pistes de réflexion.

A l'issue de cette journée tellement riche en rencontres entre le Nord et le Sud, entre le Sud et le Sud et entre le Nord et le Nord, il nous paraît important de vous relayer les questions et interpellations entendues au cours de la journée du 19 mars mais qui se fondent également sur l'immersion en région à la découverte des réalités belges et sur tous les échanges du séminaire Sud Sud précédents cette journée.

Un premier point concerne la logique dominante des pouvoirs subsidiants : logique de coopération au Sud, des politiques de soutien de la pauvreté au Nord

Le changement que nous visons est global. Les politiques des pouvoirs subsidiants se situent dans le cours terme avec une vision d'assistance et qui pèse lourd au niveau administratif. Tout cela met un frein sérieux à une vision de long terme, de changements durables. Face à cela comment pouvons-nous agir ? Faut-il s'ajuster aux demandes des pouvoirs subsidiants, se plier à leurs logiques ? Il ressort en tout cas la nécessité de se ménager des champs d'autonomie, via des ressources propres, qui nous permettait de poursuivre le soutien nécessaire aux petits projets, souvent délaissés par les politiques en vigueur.

Un deuxième point d'attention est l'amélioration et l'intensification des rapports avec les partenaires.

Les demandes concernant une autre qualité des rapports avec les partenaires sont nombreuses. Il est question de formation, comment partager les informations et les analyses pour la compréhension des situations globales. Cela permettrait plus de synergie entre nous et nous permettrait de mieux fonder nos positions de lobby et de plaider. Cette demande concerne également les relations entre les partenaires eux-mêmes, dans la création de réseaux, de groupes d'échanges via internet, pour partager les expériences. La question est posée. Si nous voulons la prendre au sérieux, il faudra se doter des moyens matériels et de personnes pour y répondre.

Tout cela est évidemment sous tendu par un projet de société et c'est à nous à définir jusqu'où nous voulons aller, comment nous voulons nous engager dans ce projet alternatif privilégiant un langage éthique plutôt qu'économique tout en prenant en compte tous les champs sociétaux, politique, culturel, économique, environnemental et sachant que chaque champ agit et réagit par rapport aux autres.

Des débats de ces journées, il ressort 4 défis majeurs qui devraient nous permettre de définir ce projet de société que nous voulons, ensemble avec les partenaires du Nord et du Sud.

- Nous sommes au cœur d'une société de marché et tout cela affecte notre vie au quotidien y compris dans notre domaine d'ONG. Ne faudrait-il pas creuser la piste de la « démarchandisation », de la « simplicité volontaire », de la « décroissance » ?
- Nous sommes dans une culture des inégalités sociales où le fossé entre les riches et les pauvres se creuse de plus en plus. Les riches sont vus comme « performants », les pauvres sont chargés d'une image dégradante. Il ne suffit pas de parler de justice sociale mais de développer une contre culture, rendant la dignité aux personnes.
- Nous sommes dans une société de gaspillage des ressources naturelles et environnementales, dans une logique de consommation effrénée. Nous sommes pourtant conscients des limites de la planète et de la nécessité d'agir pour la durabilité.

- Nous vivons dans une société multi culturelle et multi raciale, et ce phénomène ne fera que s'amplifier par les migrations de toutes sortes provoquées par la faim, les crises de tous ordres. Cela crée des replis identitaires et des réflexes sécuritaires contre les « autres peuples » et engendre une société de la peur.

Face à tous ces défis, pour Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble, l'alternative consiste à continuer à s'indigner face aux situations d'injustice et à esquisser des voies de « contre-pieds » dans les divers champs de la société, pour plus de justice et de fraternité dans le monde.